



# Perspectives professionnelles

BACCALAURÉAT EN GESTION PUBLIQUE

## MISE EN GARDE

Les perspectives sont des prévisions basées sur l'analyse des tendances observées sur le marché du travail. Nous vous invitons à les utiliser avec prudence et à bonifier votre recherche d'information à l'aide d'autres sources crédibles.

Révisé :  
Septembre 2017

## PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

Dans cette section, toutes les données sont extraites des sources disponibles les plus récentes (recherche effectuée en avril 2016 et en juillet 2017).

### PROGRAMME : GESTION PUBLIQUE

Programme offert conjointement par la **Faculté de science politique et de droit** et l'**École des sciences de la gestion**.

### INSERTION PROFESSIONNELLE

- Pour l'instant, il est trop tôt pour connaître la situation des diplômés sur le marché de l'emploi, puisque le programme a été mis sur pied récemment. Cependant, il est intéressant de préciser que, selon les enquêtes Relance du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur auprès des diplômés de la maîtrise en administration publique (promotion de 2013), 89 % d'entre eux occupaient un emploi à la suite de leurs études. Selon les données de cette même étude, lorsqu'ils occupent un emploi à temps plein, les titulaires d'un baccalauréat perçoivent un salaire hebdomadaire brut moyen de 925 \$ et d'une maîtrise, de 1 202 \$.
- Au Québec, le secteur public (ministères et organismes gouvernementaux) constitue le plus grand employeur. En fin d'exercice financier 2014-2015, l'effectif de la fonction publique (59 300 ETC au total) était réparti, outre l'Assemblée nationale, entre 21 ministères et 67 organismes et était présent dans l'ensemble des régions du Québec (Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec, 2015).
- Les perspectives 2012-2021 du marché du travail d'Emploi-Québec révèlent que la croissance de l'emploi du côté des services gouvernementaux sera comparable à la moyenne (0,6 % par année). Elle proviendra surtout des soins de santé et de l'assistance sociale. Un total de 54 000 nouveaux emplois seront créés dans les professions du domaine des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique.
- Selon les projections de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec, les taux de retraite du modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (RHDCC) et suivant les domaines de compétence, outre les emplois de gestion, le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine de la finance, des assurances et de l'administration et dans celui de la transformation, de la fabrication et des services publics aura quitté le marché du travail d'ici quelques années (Emploi-Québec).
- De mars 2011 à mars 2015, l'importance relative de la catégorie des professionnels dans l'effectif régulier de la fonction publique a continué à augmenter (de 38,3 % à 40,5 % de l'effectif régulier en nombre de personnes) par rapport aux catégories des techniciens (de 26,7 % à 25,3 % de l'effectif régulier) et du personnel de bureau (de 16,8 % à 15,5 % de l'effectif régulier). Il s'agit d'une tendance observable depuis au moins une vingtaine d'années. La proportion de femmes cadres dans l'effectif régulier a atteint 45,5 % en mars 2015, soit un bond de 3,4 % depuis mars 2011 (Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec, 2015).

- Au cours des dernières années, le nombre d'agents d'administration a augmenté fortement. Cette profession a en effet bénéficié de la diversification des tâches administratives (décloisonnement des fonctions attribuées historiquement à des professions précises). Le processus de diversification des tâches du personnel administratif a fait augmenter les besoins de coordination, tâches qui caractérisent justement cette profession. Comme cette tendance devrait perdre de l'ampleur, Emploi-Avenir Québec prévoit que leur nombre augmentera de façon notable au cours des prochaines années. Le taux de chômage est relativement peu élevé dans cette profession. Les personnes qui satisfont aux exigences des employeurs, surtout celles liées à la formation, à la qualité du français et au bilinguisme, ne devraient pas éprouver de difficulté à trouver un emploi dans cette profession.

Selon les données de « L'enquête nationale auprès des ménages » (Emploi-Avenir Québec), les agents d'administration travaillaient en 2011 dans presque toutes les industries, mais principalement dans le secteur des services (91 %). On pouvait également constater une certaine concentration dans les soins de santé et l'assistance sociale (27 %) et dans l'administration publique (23 %).

- Au cours des dernières années, le nombre d'économistes, recherchistes et analystes des politiques économiques a augmenté de façon notable. Cette augmentation s'explique principalement par la demande importante en analyses socioéconomiques. En effet, le secteur est favorisé par le besoin croissant d'information et de données quantitatives dans divers domaines : la croissance économique, la création d'emplois, la réussite scolaire, le rendement des investissements en éducation, les impacts du vieillissement de la population, l'efficacité des modes d'organisation du travail, les effets des tendances sociales, la pauvreté, les retombées politiques, etc. (Emploi-Avenir Québec). Emploi-Avenir Québec prévoit que le nombre d'économistes, recherchistes et analystes des politiques économiques augmentera légèrement au cours des prochaines années.
- D'après les données de « L'enquête nationale auprès des ménages » sur les agents d'immigration, d'assurance-emploi et du revenu (en moyenne, 7 700 emplois de 2011 à 2013): 81,2 % travaillaient à temps plein, leur revenu annuel moyen était de 54 200 \$, 56 % travaillaient dans l'administration publique fédérale et 37,2 % dans l'administration publique provinciale.
- Selon les données de « L'enquête nationale auprès des ménages » concernant les agents de programmes de l'administration publique (2011), environ 51,3 % travaillaient en 2011 dans l'administration publique fédérale, 30,4 % dans l'administration publique provinciale, 7,6 % dans l'administration publique locale et 5,7 % dans les organismes religieux, les groupes de citoyens, les organisations professionnelles et similaires.
- Selon les données de la même enquête, en 2011, les cadres supérieures en administration publique se trouvaient à 36,3 % dans l'administration publique fédérale, à 28,2 % dans l'administration publique provinciale et à 16,6 % dans l'administration publique locale.
- En 2011, les gestionnaires de la fonction publique (élaboration de politiques et administration de programmes sociaux et de santé) se trouvaient à 44,7 % dans l'administration publique fédérale, à 27,3 % dans l'administration publique provinciale et à 24,2 % dans l'administration publique locale (Emploi-Avenir Québec).

- En 2011, les autres gestionnaires de la fonction publique, qui régissent les opérations quotidiennes des organismes gouvernementaux et des autres services exclusifs au gouvernement, notamment les affaires intergouvernementales et les élections, se retrouvaient à 41 % dans l'administration publique fédérale, à 25,5 % dans l'administration publique provinciale, à 23,9 % dans l'administration publique locale, et 12 % travaillaient dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale.

## **SECTEURS D'ACTIVITÉS**

- Gouvernement du Canada et du Québec
- Administrations municipales
- Administrations régionales
- Administrations scolaires
- Caisse de dépôt et placement
- OCDE
- Organismes publics
- Secteur de la santé
- Sociétés d'aide au développement des collectivités
- Sociétés d'État

## **PROFESSIONS LIÉES AU DOMAINE**

- Administratrice municipale, administrateur municipal
- Agente, agent d'immigration
- Agente, agente d'assurance-emploi
- Agente, agente de maintien du revenu – services sociaux
- Agente, agent d'administration
- Agente, agent de planification
- Agente, agent des services d'accès à l'information
- Agent, agent de statistiques
- Agente, agent à l'application des taxes
- Agent, agent d'indemnisation
- Agente, agent de gestion financière – budgétisation des programmes
- Agente, agent des affaires intergouvernementales
- Agente, agent du service extérieur
- Agente, agent de perception des impôts
- Agente, agent de recherche et de développement
- Analyste économique ou budgétaire
- Attachée, attaché politique
- Coordinatrice, coordonnateur de programmes
- Conseillère, conseiller politique
- Conseillère, conseiller en sécurité civile
- Coordinatrice, coordonnateur des langues officielles, des services bilingues
- Directrice, directeur – municipalité régionale
- Directrice, directeur – services gouvernementaux, administratifs ou communautaires
- Directrice, directeur du scrutin ou de la planification des élections
- Directrice, directeur de programme international – coopératives
- Directrice, directeur du développement des politiques de logement
- Investigatrice, investigateur à la curatelle publique
- Inspectrice, inspecteur des douanes
- Membre des corps législatifs
- Planificatrice, planificateur des services à la clientèle, des services en ligne, etc.

- Recherchiste

## **EXEMPLES DE TÂCHES SPÉCIFIQUES**

### **Agente, agent d'administration**

- Superviser et coordonner les procédures de bureau et étudier, évaluer et appliquer de nouvelles méthodes de travail.
- Établir l'ordre de priorité des tâches, attribuer le travail au personnel de soutien et s'assurer que les délais sont respectés et que les procédures sont suivies.
- Administrer les politiques et les pratiques concernant la divulgation de dossiers pour donner suite aux demandes d'accès découlant des lois sur l'accès à l'information et sur la protection de la vie privée.
- Coordonner et planifier les services administratifs relatifs, par exemple, aux besoins en locaux, aux déménagements, au matériel, aux fournitures, aux formulaires, à la disposition des biens, au stationnement, à l'entretien et à la sécurité.
- Faire des analyses et voir aux opérations administratives liées au budget, aux contrats et à la planification des projets, ainsi qu'au processus de gestion.
- Collaborer à la préparation du budget d'exploitation et assurer le contrôle des stocks et le contrôle budgétaire.
- Rassembler des données et préparer des lettres, des manuels et des rapports périodiques et spéciaux.
- Superviser, au besoin, les techniciens en gestion des documents et le personnel connexe.

Source : Emploi-Québec

## **CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME FAVORISANT L'INSERTION PROFESSIONNELLE**

- Le programme offre la possibilité d'effectuer un stage lors de la 3<sup>e</sup> année au sein d'organisations publiques comme les ministères et les organismes gouvernementaux (fédéraux, provinciaux ou municipaux), les administrations régionales ou scolaires ou les établissements de santé.
- Le Centre de développement professionnel (CDP, Faculté de science politique et de droit de l'UQAM) est le lieu de rencontre entre le milieu professionnel et l'Université. Il a pour mandat d'accompagner les étudiants dans leur cheminement de carrière. Chaque année, le CDP élabore un programme d'activités diverses qui comporte notamment des conférences, des ateliers pratiques, des visites de milieux de travail ou d'organismes et des activités de réseautage.

## **PERSPECTIVES SALARIALES**

Selon l'étude « Le marché du travail et de l'emploi au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017 » et le site Information sur le marché du travail (IMT) d'Emploi-Québec,

le revenu annuel des professions suivantes liées au baccalauréat en gestion publique s'établissait ainsi :

| Profession  | Emplois estimés <sup>1</sup> | Revenu annuel <sup>2</sup> | Perspectives |
|---|------------------------------|----------------------------|--------------|
| Agente, agent de programmes, recherchiste et experte-conseil, expert-conseil en politiques de la santé                | 6 000                        | 63 000 \$                  | Favorables   |
| Autre gestionnaire de la fonction publique  | 2 000                        | 86 000 \$                  | Non publiées |
| Gestionnaires de la fonction publique – analyse économique, élaboration de politiques et administration de programmes | 1 000                        | 88 000 \$                  | Acceptables  |

1. Nombre d'emplois estimé en 2012

2. Revenu annuel moyen d'emploi à temps plein en 2010

Selon REPÈRES, le salaire annuel minimum moyen et maximum moyen des professions suivantes liées au baccalauréat en gestion publique s'établissait ainsi :

| Profession  | Salaire minimum moyen | Salaire maximum moyen   | En date de |
|---|-----------------------|-------------------------|------------|
| Administratrice, administrateur – administrations publiques | 38 000 \$ à 42 999 \$ | 125 000 \$ à 400 000 \$ | 2015       |
| Agente, agent de l'immigration                              | 38 000 \$ à 42 999 \$ | 65 000 \$ à 74 999 \$   | 2016       |
| Agente, agent de développement économique                   | 38 000 \$ à 42 999 \$ | 85 000 \$ à 99 999 \$   | 2016       |

Note : Le taux horaire est généralement moins élevé en début de carrière.

Selon les données du site IMT d'Emploi-Québec, le salaire horaire moyen (2014-2016) des autres gestionnaires de la fonction publique s'établissait ainsi :

|                            |          |
|----------------------------|----------|
| <b>Minimum<sup>1</sup></b> | 27 \$    |
| <b>Médian<sup>2</sup></b>  | 40 \$    |
| <b>Maximum<sup>3</sup></b> | 60,44 \$ |

1. Le salaire minimum correspond au 1<sup>er</sup> décile. Cette valeur est un bon indice des salaires d'entrée sur le marché du travail.

2. Valeur qui divise en 2 parties égales la population en emploi, c'est-à-dire que la moitié a un salaire inférieur au salaire horaire médian et l'autre moitié, un salaire supérieur.

3. Valeur qui sépare les 90 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus faibles des 10 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus élevés. Cette valeur est un bon indice des salaires les plus élevés dans la profession.

## ATOUTS RECHERCHÉS PAR LES EMPLOYEURS

- Concernant les agents d'administration, de l'expérience dans un poste de bureau de niveau supérieur ou en tant que secrétaire de direction est habituellement exigée. Certains employeurs peuvent exiger une accréditation en gestion de projets (Emploi-Québec).
- Emploi-Québec mentionne comme exigence possible des employeurs, pour les agents de programmes, chercheurs et experts-conseils en politiques de la santé, un diplôme d'études supérieures en sciences de la santé, en sciences sociales ou dans une discipline administrative. De plus, plusieurs années d'expérience dans le domaine, comme professionnels ou travailleurs des services communautaires ou des services de santé ou des services sociaux, sont habituellement exigées.
- Selon Emploi-Québec, pour exercer la profession de gestionnaire de la fonction publique – élaboration de politiques et administration de programmes, plusieurs années d'expérience en élaboration de politiques gouvernementales, en recherche ou en administration de programmes ou dans une profession reliée aux sciences sociales, au droit ou à l'administration des affaires sont habituellement exigées.
- Pour les gestionnaires de la fonction publique – analyse économique, élaboration de politiques et administration de programmes, une maîtrise en économie ou dans un domaine connexe peut être exigée. De plus, plusieurs années d'expérience en tant qu'économistes, agents de développement économique ou chercheurs en socioéconomie sont exigées (Emploi-Québec).

## **SOURCES ET LIENS UTILES**

- [Centre de développement professionnel](#), Faculté de science politique et de droit de l'UQAM
- [Emploi-Avenir Québec](#)
- Emploi-Québec :
  - [Information sur le marché du travail \(IMT\)](#)
  - [Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2015](#)
  - [Le marché du travail au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017](#)
  - [Le marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec – Perspective à moyen \(2013-2017\) et long terme \(2013-2022\)](#)
  - [Le marché du travail au Québec - Perspectives à long terme 2012-2021](#)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. « [Enquêtes Relance](#) ».
- [REPÈRES](#), l'outil officiel en information scolaire et professionnelle
- Secrétariat du Conseil du trésor du Québec. « [L'effectif de la fonction publique du Québec 2014-2015 : Faits saillants](#) », 2015.
- [Service de planification académique et de recherche institutionnelle \(SPARI\)](#). « Enquête auprès des diplômés de l'UQAM », données internes, 2015.
- UQAM.TV : « [Baccalauréat en gestion publique](#) »